

80^e anniversaire du Front Populaire

Réfléchir sur la politique de Front Populaire

On ne saurait nier l'importance que les événements du printemps 1936 ont eu pour la classe ouvrière et les couches populaires de France. Il ne saurait en effet être question de sous-estimer l'importance de ce mouvement de grève massif avec occupation permanente des entreprises, et les immenses acquis sociaux engrangés : congés payés (15 jours), conventions collectives et droits syndicaux, semaine de 40 heures etc. Il faut aussi rétablir la vérité: ce n'est pas Blum qui a donné les congés payés ce sont les travailleurs qui les ont imposés avec le reste ! Aujourd'hui la bourgeoisie s'attaque frontalement à une partie de ces droits.

De 2012 à 2015 la social-démocratie a géré les affaires, et (comme à chaque fois) la politique antiprolétarienne a redoublé : ANI (accord national interprofessionnel), ou sous couvert de donner une assurance complémentaire à tous, elle a porté un coup aux mutuelles d'origine syndicale, ouvrant les vannes à la domination des groupes financiers contrôlant les compagnies d'assurance ; la loi Macron (2015) dont les dispositions à bien des égards réduisent le salarié à l'époque de la loi Le Chapelier¹¹, et qui permet d'imposer en fait le travail du dimanche ; la loi El Khomri qui s'attaque sur le fond au Droit du travail. Car telle est la social-démocratie : en 1936 Blum a signé les Accords Matignon contraint par le prolétariat, mais sur la demande de la bourgeoisie monopoliste (le Conseil des Régents de la Banque de France) ; et Hollande/Valls/Hammon sur la demande de la même bourgeoisie monopoliste, se sont attaqués à toute les conquêtes sociales ! Cela illustre bien quels intérêts représentent la social-démocratie dans les milieux populaires qu'elle influence !

En 2017 l'élection de Macron était l'occasion pour la bourgeoisie monopoliste d'accélérer la casse sociale, de modifier le cadre politique et institutionnel dans un sens violemment réactionnaire. Lors du deuxième tour des élections présidentielles on a vu la répétition de ce qui s'était passé en 2002 avec le ralliement de l'ensemble des forces à Macron au nom d'une prétendue menace

¹¹La loi emblématique du caractère bourgeois de la Révolution française ! Adoptée en mars 1791 sous prétexte de suppression des corporations, elle interdisait toute forme d'organisation aux travailleurs salariés, toute manifestation et la grève pour obtenir la satisfaction de leurs revendications ou pour négocier sur les salaires et les conditions de travail. Marx a souligné que cette loi a été en vigueur sous tous les régimes qui ont suivi. En 1864 par démagogie Napoléon III, sous la pression de la classe ouvrière autorisa le droit de grève. Mais il fallut attendre la IIIe république pour que le droit de s'organiser syndicalement fut reconnu et la loi Le Chapelier soit abrogée. La justification de cette loi était que toute coalition de travailleurs violait la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen qui déclarait que les citoyens étaient égaux en droit ! Et donc un individu seul face à une coalition était en position d'inégalité. Dans le Droit bourgeois, un individu est seul face à un autre quand il réalise une transaction. Seul Marat s'éleva contre cette loi, mais sans en comprendre le contenu social : il n'y voyait qu'une tentative d'interdire les rassemblements des citoyens passifs pour lutter contre l'aristocratie et les ennemis de la Révolution.

fasciste, mais lui donnant la majorité dont il avait besoin pour appliquer une politique ultraréactionnaire dans tout les domaines. Comme vous le savez le mouvement dit des Gilets Jaunes, mais aussi les ripostes syndicales, ont pour le moins perturbé le calendrier gouvernemental. Mais il serait vain de croire que le gouvernement a renoncé à ses objectifs, et même il tente d'utiliser les contradictions existant dans le mouvement (et l'attitude des directions syndicales) pour tenter d'en profiter, en particulier concernant les libertés démocratiques, mais pas seulement.

Dans ce texte nous voudrions revenir sur le Front Populaire comme politique de l'Internationale Communiste et des Partis y participant, et donc du PCF dans la perspective des questions stratégiques et tactiques que nous devons aborder comme Parti.

Le contexte

Il est clair qu'entre le VI^e congrès de l'Internationale en 1928, et le VII^e congrès en 1935 la situation avait changé. La crise économique de 1929 avait mis un terme à la stabilisation relative du système capitaliste des années précédentes. Pour surmonter cette crise, exceptionnelle par son ampleur, le capital monopoliste tentait d'accroître encore plus l'extraction de plus-value (survaleur), de renforcer l'exploitation. Les bourgeoisies monopolistes des pays impérialistes battus en 1918 (Allemagne et ex-Autriche-Hongrie), ou non satisfaites par le traité de Versailles (Italie, Japon), se préparaient à la guerre pour le repartage du monde, les autres pour qu'il n'ait pas lieu. Mais il y avait un obstacle à cette volonté du capital de surmonter la crise sur le dos du prolétariat et des masses (la petite et moyenne bourgeoisie, la paysannerie avait été frappées par la crise comme jamais auparavant) : la Révolution d'octobre, qui avait renversé le capitalisme et instauré la dictature du prolétariat sur 1/6 du globe, l'URSS qui s'engageait dans l'édification en grand du socialisme. La classe ouvrière dans le monde capitaliste regardait vers l'URSS (y compris chez les sociaux-démocrates) qui ne connaissait pas la crise, et qui était aussi l'Etat qui avait déclaré la paix au monde, qui s'était retiré du conflit de 1914-1918.

Certes la bourgeoisie avait réussi à juguler le mouvement révolutionnaire consécutif à la guerre et la victoire d'Octobre. Une nouvelle forme politique de sa domination était apparue en Italie, le fascisme. Tous les régimes réactionnaires contre-révolutionnaires en Europe s'était plus ou moins alignés sur ce modèle. Il s'agissait là de briser le mouvement ouvrier révolutionnaire, de permettre au capital financier, au capital monopoliste, d'imposer sa loi sur la société, en alliance étroite avec les bourgeoisies impérialistes dominantes, anglaise, française, italienne et déjà étatsuniennes. Ailleurs la démocratie bourgeoise continuait d'être la forme de domination de la bourgeoisie. En échange de quelques concessions pour calmer la poussée révolutionnaire, la social-démocratie, avait parachevé son ralliement de 1914 au système capitaliste. Là où elle n'était pas au gouvernement, elle jouait le rôle d'opposition de gauche du système bourgeois, limitant le mouvement des masses au cadre du système, combattant les communistes qui eux appelaient le prolétariat à la révolution ! Mais là où elle était au gouvernement, la social-démocratie mettait bas les masques : en Allemagne c'est elle qui en 1918 écrasa la révolution, donnant l'ordre d'assassiner Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Et c'est encore elle qui en 1929, lors du 1^{er} mai, fit interdire

les manifestations, les journaux communistes et fit tirer sur les travailleurs qui bravaient l'interdiction de manifester.

La crise de 1929, en aggravant de manière drastique les contradictions inter-impérialistes qui avaient menées au conflit de 1914 (non réglées par les traités de brigands imposés par l'impérialisme français notamment), remettait la guerre à l'ordre du jour. Or il faut avoir en tête la manière dont la guerre c'était terminée en 1918, manière soigneusement camouflée par l'histoire officielle : l'impérialisme allemand n'a pas été vaincu militairement par ses rivaux. C'est la révolution montante en Allemagne, en Autriche-Hongrie, qui a fait que les impérialismes, qui avaient fait se massacrer les peuples, ont décidé d'arrêter la guerre. C'est le prolétariat allemand, appuyé sur la révolution soviétique qui a mis fin au massacre ! La bourgeoisie allemande, l'Etat-Major, devaient s'en rappeler. Or la crise avait frappé l'Allemagne de plein fouet. La bourgeoisie monopoliste y cherchait une solution qui lui permettrait à la fois :

- de reprendre immédiatement les concessions qu'elle avait faites à la classe ouvrière et à la social-démocratie,
- de mettre au pas la classe ouvrière pour intensifier l'exploitation,
- de préparer la guerre pour à la fois récupérer les positions perdues en 1918 et partir à la conquête des objectifs qui étaient les siens en 1914, sans que la classe ouvrière puisse de nouveau s'y opposer.

Les monopoles allemands savaient très bien que les dirigeants sociaux-démocrates finiraient par accepter en gros ce programme, mais en marchandant. Il fallait pour le réaliser se débarrasser du Parti communiste, dont l'influence croissait. La solution à tous leurs problèmes le parti nazi la leur apportait, au-delà même de ce qui était espéré : on pourrait utiliser la complicité anticommuniste de la social-démocratie et, après, se débarrasser d'elle pour en finir avec tout risque d'organisation de la classe ouvrière. Le programme fut mis en place sans coup férir. Les profits repartirent à la hausse.

Il n'est donc pas étonnant que dans les autres pays la bourgeoisie, confrontée aux mêmes problèmes de la crise qu'en Allemagne, se soit fixée comme objectif de parvenir aux mêmes résultats. La tentative de prise de pouvoir en France par les Ligues fascistes en février 1934 s'inscrit bien dans cette perspective. La riposte du prolétariat le 12 février, la fusion des cortèges de la CGT/SFIO et de la CGTU/PCF aux cris de « Unité d'Action », mit les forces fascistes en échec. L'exemple allemand avait été retenu : la division de la classe ouvrière avait permis la victoire du nazisme ! Maurice Thorez va alors lancer l'idée du Front Populaire. Cette initiative s'inscrit dans une réflexion de la direction de l'Internationale Communiste, qui s'était approfondie après la libération de G. Dimitrov et sa nomination au secrétariat de l'Internationale. C'est cette réflexion, étayée par l'expérience française, qui va déboucher sur le VII^e congrès de l'International Communiste en 1935.

Le Front Populaire : stratégie ou tactique ?

Les travaux du VII^{ème} Congrès de l'Internationale vont longuement analyser la question du fascisme sous trois aspects :

Son caractère de classe, « dictature ouverte du capital monopoliste »

L'extermination des communistes en Allemagne

La menace de guerre contre l'Union Soviétique (mais n'est pas envisagé le fait que puisse s'engager une guerre inter-impérialiste, ce qui sera le cas en 1939)

Dans les rapports de W. Pieck et de Dimitrov, les questions de la lutte contre le fascisme, pour l'unité de la classe ouvrière, sont longuement analysées. La politique de la social-démocratie est passée au crible. S'il est vrai que la politique du Parti communiste allemand fait l'objet d'une critique pour des erreurs sectaires, la responsabilité de la social-démocratie allemande est correctement mise en lumière. Il est même insisté sur le fait que la lutte contre le fascisme est indissolublement liée à la lutte pour la révolution socialiste, dans la mesure où c'est bien le capitalisme à son stade impérialiste qui génère le fascisme. Cependant, à bien y regarder on ne répond pas clairement à la question : « stratégie ou tactique ? »². Ce qui va permettre dans l'application de cette politique de Front Populaire que tout l'accent soit mis sur le fait que la tâche majeure des communistes, c'est la lutte contre le fascisme, pour la défense de la démocratie bourgeoise, que cette lutte passe par l'unité à tous les niveaux avec la social-démocratie, dont les directions étaient pourtant désignées clairement comme étant au service de la bourgeoisie, comme des défenseurs du capitalisme ! Et d'ailleurs le congrès ouvre bien la porte à ce glissement puisque, sur la base de l'exemple français, il appelle à l'unité avec les partis bourgeois (le parti radical) qui rassemblent les couches moyennes des villes et des campagnes.

Cette politique va – et c'est son mérite - permettre aux Partis communistes de mieux se lier aux masses populaires. En Europe, cela va préparer les conditions qui permettront aux communistes, lors de l'occupation nazie, de prendre la tête du mouvement de libération.

Mais ce n'est pas suffisant ! Les communistes ne peuvent pas être les simples défenseurs de l'indépendance nationale et de la démocratie bourgeoise. Ils sont avant tout des révolutionnaires qui combattent le capitalisme, responsable justement du fascisme et de ses conséquences ! Par conséquent, c'est en attaquant le système à la source que l'on peut en finir avec les maux qu'il génère. Or le congrès n'élabore pas l'autre volet de la politique communiste : une stratégie révolutionnaire s'articulant étroitement avec la bataille antifasciste et non s'opposant à elle.

Cette contradiction va immédiatement se révéler en France avec l'extraordinaire mouvement de grève de mai-juin 1936, dans lequel les communistes et les syndicalistes de classe vont jouer un rôle décisif, mais mouvement qui va être confiné dans ses dimensions économistes, le Parti n'avançant jamais la question du pouvoir, de la nature de l'État, mais, au contraire, réclamant la

²La stratégie relève du programme des communistes pour la révolution socialiste, de la finalité de leur combat sur la base de l'analyse scientifique des rapports sociaux. La tactique concerne la mise en œuvre des actions à court et moyen terme visant à faire participer les masses à la lutte des classes pour faire qu'elles rallient la vision stratégique des communistes.

seule nécessité de voir satisfaites les revendications. Il faut dire que la pression est forte de la part de ceux qui veulent isoler la classe ouvrière pour mieux l'écraser, toute une partie de la bourgeoisie qui soutient les ligues fascistes, et qui encourage les phraseurs de gauche et aventuriers en tout genre, trotskistes et anarchistes toujours prêts à fournir leur obole à la bourgeoisie monopoliste! La révolution n'était pas mûre et il était bien dans les tâches de PCF d'éviter l'aventure. Mais pour autant la question était posée et le Parti se devait donc de faire la clarté sur sa nécessité, dans le cadre du combat antifasciste, et renforcer et étendre la conscience de cette nécessité dans le prolétariat et les masses populaires. Or, et sans vouloir amoindrir la victoire prolétarienne remportée au plan économique, force est de constater que lorsque les grèves ont cessé, on ne voit pas le moindre pas en avant dans le rejet de la domination de classe de la bourgeoisie, dans l'émergence d'alternative au pouvoir bourgeois (le mot d'ordre "Les Soviets partout" a été abandonné et pas remplacé). Au contraire s'est renforcé l'idée qu'avec un gouvernement "démocratique", social-démocrate, soutenu par les communistes, on pouvait résoudre la question de la satisfaction des besoins des masses. La perspective de la Révolution était renvoyée à un futur mythique. Mais cela préparait le terrain à la grande désillusion qui devait suivre avec la politique dite de "La Pause" de Léon Blum, le président socialiste du conseil des ministres qui était une autre manière d'annoncer que le gouvernement allait mettre en œuvre une politique favorable à la bourgeoisie. Malgré les critiques les communistes votèrent le soutien aux gouvernements jusqu'en septembre 1938 !

Cette absence de stratégie révolutionnaire de prise du pouvoir de la part du VII^e congrès de l'IC, et la mise au rencart des décisions du VI^e congrès, va avoir des conséquences à long terme. D'abord parce que le congrès ouvre la porte à une participation communiste éventuelle à un gouvernement antifasciste, c'est-à-dire à un gouvernement de démocratie bourgeoise, un gouvernement de gestion (sociale) des affaires de la bourgeoisie ! De ce point de vue on peut dire que cela va déboucher sur les gouvernements à participation communiste dans différents pays dont la France avec le programme du Conseil National de la Résistance. Le PCF avait longtemps été réticent à la conclusion d'un programme commun à toutes les forces de la Résistance (où se côtoyaient Communistes, Sociaux-démocrates, démocrates-chrétiens, gaullistes ...) mais il change d'avis à la fin 1943 et fait, ou se rallie à des propositions qui certes comprennent des avancées sociales, celles que la bourgeoisie aujourd'hui finit de remettre en cause, mais aussi des réformes répondant à la volonté d'aménager l'État bourgeois par la régulation étatique de la politique monopoliste, en réformant le système colonial ... Cela va obscurcir la question de la nature de l'État : dans les faits, les communistes vont nourrir l'illusion sur la démocratie au-dessus des classes ! Or la question de la révolution, c'est avant tout, avec la prise de pouvoir, la question de l'État. Si on ne parvient pas à régler le problème de la brisure de l'État bourgeois, fût-il le plus démocratique, et de son remplacement par l'État prolétarien, reposant sur les principes d'organisation de la Commune de Paris et des Soviets, sans pour autant les copier, toutes les avancées révolutionnaires et démocratiques sont remises en cause dès que la bourgeoisie a la possibilité de relever la tête en s'appuyant sur ... la social-démocratie. C'est ce qui va se passer en

1947 (nous n'oublions pas pour autant l'occupation américaine). C'est ce à quoi va se heurter la révolution portugaise de 1974/1975³, et aujourd'hui de processus en cours comme au Venezuela.

Cela va entraîner des distorsions théoriques et politiques, sources d'affaiblissement et de divergences profondes dans le mouvement communiste international.

Des distorsions au marxisme-léninisme

Dans l'application de la politique de Front populaire il nous faut aussi reconnaître des erreurs qui ont pu mettre en difficulté le mouvement communiste et l'ont gêné dans sa tâche révolutionnaire.

Il y a, par exemple, le problème de Cuba où au nom du Front Populaire Antifasciste, conçu dans la seule perspective européenne, l'Internationale a poussé le PC de Cuba à s'allier avec Batista et sa clique sous le prétexte qu'il était l'homme des USA, et non des nazis. Mais alors cela veut-il dire que le fascisme ne devait être envisagé qu'en lien avec la situation en Europe ? Et qu'il y aurait de « bonnes dictatures terroristes », dès lors qu'elles seraient liées aux puissances impérialistes non fascistes ? Et en plus de Batista, quid de Trujillo, de Somoza... ? Certes il semble que celui qui était le SG du PC des USA, Browder, qui devait se révéler être un liquidateur, ait une responsabilité particulière, dans la mesure où c'est lui qui "suivait" le Parti Communiste de Cuba. Mais cela n'a été possible que parce qu'il y avait un terrain propice.

C'est la même logique qui va s'imposer dans la question coloniale. La politique de Front Populaire visait à rassembler contre le fascisme dans les métropoles coloniales. Mais comme on opposait, dans les faits, cette tâche à la révolution il en découlait que tout ce qui pouvait diviser devait être écarté. C'est ainsi que l'on va mettre un éteignoir à la lutte contre le colonialisme en France, en Grande Bretagne, en Belgique et aux Pays-Bas et dans leur colonie. Les mots d'ordre d'indépendance vont être mis au placard. Il est significatif qu'on les ressorte de 1939 à 1941, pour les retirer ensuite jusqu'en 1946. Or il était possible de lier les aspirations à l'indépendance nationale, à la libération, à la lutte internationale contre le fascisme et pour la défense de l'Union Soviétique.

Ne caricaturons cependant pas, comme nous y invitent les historiens petits bourgeois de divers horizons : les partis communistes concernés n'ont pas « rallié », ni de près ni de loin, la cause coloniale. Ils ont eu à cœur au contraire de faire participer les masses populaires du monde colonial (en coordination avec les partis communistes des colonies quand ils existaient) à la lutte antifasciste en leur faisant prendre conscience que le fascisme était l'ennemi des peuples opprimés du monde colonial comme de la classe ouvrière internationale. En cela d'ailleurs les PC pratiquaient bel et bien la politique de Front Populaire, et cela a contribué tant à isoler les forces bourgeoises qui dans les mouvements nationaux prêtaient une oreille complaisante aux sollicitations des nazis et des militaristes japonais, que les milieux colonialistes dont la sympathie

³Voir l'analyse d'Alvaro Cunhal au VII^e congrès du Parti communiste portugais.

pour les fascistes s'étalait au grand jour. Mais il n'en demeure pas moins qu'au lieu de chercher la convergence des luttes de libération nationale avec celles de la classe ouvrière contre le fascisme et le capitalisme qui l'engendre, le mouvement communiste a mis les premières à la remorque des seules tâches immédiates (antifascistes) de la seconde !

La stratégie mise en œuvre va permettre au mouvement communiste de prendre la tête du mouvement de Résistance antifasciste et contre l'occupant, dans un certain nombre de pays dont la France, l'Italie et la Grèce. Cependant dans aucun de ces pays, les communistes n'ont pu construire une stratégie révolutionnaire à proprement parlé, même si en Italie on s'en est approché avec les positions défendues par PietroSecchia et les camarades qui étaient avec lui.

Pour autant nous ne disons pas que la situation était révolutionnaire : les troupes de l'impérialisme des Etats Unis comme celle de la Grande Bretagne n'étaient pas des tigres de papiers, l'exemple grec l'a dramatiquement illustré. Mais d'un autre côté ce qui s'impose c'est que les communistes, n'avaient pas d'autre stratégie que celle mise en œuvre dans le prolongement du Front Populaire : unité des forces «patriotiques», et participation à des gouvernements « démocratique » bourgeois pour participer à la reconstruction. Il est vrai que la perception par les masses de la profonde connivence des bourgeoisies avec l'occupant nazi, l'ébranlement de la machine d'Etat qui en est résulté à la Libération, le prestige de l'Union Soviétique et du socialisme victorieux, ont pu faire croire que les jours de la domination de la bourgeoisie étaient comptés.

Mais il n'en demeure pas moins que les illusions sur l'Etat au-dessus des classes, simple machine technique de gestion de la société, ressurgirent d'autant plus fortement que la Révolution n'était plus perçue comme le fait de briser l'appareil d'Etat bourgeois et de le remplacer par un appareil d'Etat prolétarien. Au contraire l'accent était mis sur le prétendu caractère continu du processus d'approfondissement de la démocratie jusqu'au socialisme. L'unité nationale (contre les trusts et pour l'indépendance nationale) est la base sociale d'appui revendiquée pour la nouvelle politique qui se définit d'Est en Ouest du continent comme « démocratie nouvelle », « démocratie populaire ». Georges Dimitrov ira même jusqu'à « théoriser » l'absence de la nécessité de la dictature du prolétariat sous le prétexte de la présence de l'armée rouge sur le sol bulgare, tandis qu'est mis en avant la nécessité de réunifier les partis communistes avec les partis sociaux-démocrates dans des Partis Ouvriers. Le KPD à l'ouest de l'Allemagne va aller jusqu'à se dissoudre pendant quelques semaines.

Certes à l'Est de l'Europe cette politique va permettre à la classe ouvrière de prendre le pouvoir en Roumanie, en Pologne, en Hongrie, en Yougoslavie, en Bulgarie, en Albanie, en Tchécoslovaquie et bientôt en RDA. Mais en Occident cette politique ne débouche sur rien si ce n'est sur l'idée que les communistes peuvent participer à des gouvernements « démocratiques », que ceux-ci, en l'absence de situation révolutionnaire, peuvent constituer des bases de rassemblement permettant d'accumuler des forces, tandis que des politiques anti-monopolistes sur la base de l'union entre sociaux-démocrates et communistes permettraient de faire murir les conditions subjectives de la révolution.

En France, il nous semble que cette conception est à la base de la grave erreur politique de 1956, quand le Parti vota les pleins pouvoirs à Guy Mollet sous prétexte que la SFIO (PS) avait fait campagne pour la paix en Algérie et qu'il fallait faire un geste (le PCF en même temps faisait son meilleur score électoral et était de loin le premier parti de France). Le 20e anniversaire du Front Populaire cette année-là était d'ailleurs largement mis à contribution. Or l'on chercherait en vain, et pas seulement en France, une analyse du devenir de la social-démocratie, cette dernière amorçant alors la dernière étape de son évolution entamée depuis la trahison de 1914, celle où elle passe du statut de « Parti ouvrier bourgeois » à celui de « Parti bourgeois parmi les travailleurs ».

Nous sommes bien conscients que c'est excessivement schématique, mais c'est pour souligner l'absence d'une analyse concrète de la social-démocratie : en 1956 c'est le congrès de Bade-Godesberg où le SPD abandonne la référence au marxisme. Cela ne changeait rien sur le fond : sans même s'étendre sur le SPD avant-guerre, il y avait déjà eu les 2/3 du groupe socialiste SFIO votant les pouvoirs à Pétain, la politique de la social-démocratie suédoise, la politique du Parti Socialiste Ouvrier de Belgique et son ralliement à la collaboration ... tout cela aurait déjà mérité une analyse en profondeur sur la réalité sociale-démocrate, tout comme son rôle d'agent de l'impérialisme américain après la guerre en plus de celui de larbin de son propre impérialisme.

Il ne s'agit pas pour autant de s'auto flageller. Il s'agit sur cette question comme sur d'autre de procéder à un bilan critique de notre activité de communistes. Car on ne peut retenir de la politique issue du VIIe congrès de l'IC un point de vue unilatéral : celui des progrès spectaculaires de l'influence des communistes, de la préparation des conditions de la Résistance, de la Victoire contre le fascisme, et des conditions de la création du camp socialiste. Il ne s'agit pas non plus de minimiser cet aspect. Mais de se rappeler que le rôle des communistes c'est avant tout de permettre à la classe ouvrière de renverser la bourgeoisie, de faire la révolution et de mettre en œuvre la construction du communisme. C'est à cela qu'en dernière analyse on doit apprécier leur activité. Or force est de constater que ce qui était très justement présenté comme la mise en œuvre d'une tactique pour répondre à une situation particulière – la politique d'extermination du Parti Communiste et la menace de guerre contre l'Union soviétique – s'est transformé, sous la pression des événements, en une stratégie politique. L'expérience démontre que lorsque la tactique est érigée en stratégie c'est le symptôme de l'opportunisme ! Il faut donc y remédier.

Surtout on ne peut pas taire le fait que pendant des années l'eurocommunisme a justifié ses errements opportunistes à partir de la politique de Front Populaire. Si, sciemment, il distorsionnait les faits, il n'en demeure pas moins qu'il portait d'une réalité ! La Démocratie Avancée en France, « étape » vers le socialisme qui en réalité le renvoyait aux calendes grecques, l'alliance avec le PS sur un Programme Commun de gouvernement, comme le « compromis historique » de Berlinguer en Italie ou la politique de Carrillo en Espagne se sont inscrit dans la continuité de cet héritage politique et plus exactement des conceptions opportunistes qu'il a engendrées.

Dans un autre contexte, il en est de même de la politique de certains partis communistes en Amérique Latine aujourd'hui, qui participent ou soutiennent des gouvernements « progressistes » de manière acritique et hors du mouvement des masses et de la mobilisation de la classe ouvrière pour la révolution socialiste.

Or le résultat est sous nos yeux : l'échec est flagrant partout ! Au pire les partis se sont « suicidés » (France/Italie/Espagne). Au mieux les masses populaires les plus pauvres ont pu connaître une amélioration passagère de leur sort (Argentine / Brésil / Bolivie / Nicaragua / Salvador...)⁴. Mais le capital monopoliste est toujours debout et finit par reprendre l'initiative, même là où il semblait l'avoir perdu.

⁴ Voir l'analyse d'Alvaro Cunhal au VIIe congrès du Parti communiste portugais